DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE - 1° CIRCONSCRIPTION D'ANNECY - SAINT-JULIEN

ELECTIONS LEGISLATIVES - MARS 1967

ELECTRICES, ELECTEURS,

Une nouvelle fois, avec mon ami André JACQUEMOUD, nous sollicitons vos suffrages. Notre candidature s'inscrit naturellement dans l'ensemble de l'activité que nous poursuivons depuis des années, l'un parmi les travailleurs des villes, l'autre parmi les travailleurs des champs.

Où en est le progrès social qu'on nous avait promis ? A qui a profité l'expansion économique ?

Notre circonscription d'Annecy - Saint-Julien a connu une expansion économique certaine : installation d'usines nouvelles, agrandissement, modernisation des autres, développement du tourisme. La production industrielle a considérablement augmenté ; pour S.N.R. par exemple, elle a atteint 80 %. Certes, il y a eu l'achat de nouvelles machines, mais l'augmentation de la production est due en particulier à l'intensification du travail. Les ouvriers ont connu de plus en plus le chronométrage des pièces, les cotations de postes, les cadences infernales. Et, malgré tout cela, leur pouvoir d'achat n'a pas augmenté. Combien de travailleurs d'Annecy, de Rumilly, de Faverges, de Saint-Julien, de Seyssel gagnent moins de 60.000 anciens francs par mois et sont obligés de faire une double journée, des heures supplémentaires ? Combien de femmes ont pris le chemin de l'usine ?

On comprend alors très bien pourquoi les travailleurs ont été obligés de recourir à la grève pour défendre leurs revendications. Mais ils ont trouvé en face d'eux un gouvernement, un patronat plus intransigeants.

Le Parti Communiste a apporté aux travailleurs son soutien et sa solidarité active et il continuera à le faire.

Quand le Pouvoir gaulliste, quand M. BROCARD et M. Charles BOSSON parlent d'expansion économique, ils oublient de poser la question : à qui cette expansion a-t-elle profité ? Il est vrai qu'ils connaissent bien peu les conditions de vie des travailleurs de la circonscription !

Les travailleurs n'ont pas bénéficié des richesses qu'ils ont créées. Par contre, les bénéfices des grandes sociétés, des banques, des trusts ont augmenté de 80 % depuis 1958.

Le nombre de salariés assujettis à l'impôt sur le revenu est passé de 4.300.000 en 1958 à 9.000.000 en 1966. Mais les grandes sociétés et leurs actionnaires bénéficient de 175 milliards d'allègements fiscaux.

Pour les cultivateurs d'Annecy - Saint-Julien, la situation n'est pas meilleure. Les produits industriels, les engrais, les tourteaux, n'ont cessé d'augmenter alors que les prix des produits agricoles à la production étaient stabilisés par le gouvernement et parfois même, connaissaient la mévente. Nos produits laitiers sont menacés : n'avons-nous pas reçu plusieurs milliers de tonnes de gruyère bavarois ? La cotisation de base pour l'assurance-maladie a triplé de 1962 à 1966. On comprend très bien dans ces conditions pourquoi des centaines de paysans sont obligés de quitter la terre.

Est-ce que *les artisans, les petits commerçants* ont bénéficié de l'expansion ? Ils ont vu leurs impôts, leurs patentes augmenter et ils ont connu la concurrence des trusts et des super-marchés.

Notre jeunesse est aussi sacrifiée. Plusieurs dizaines de classes de notre école publique ont été fermées. D'autres le seront à la rentrée d'octobre. Plusieurs centaines d'enfants de la circonscription n'ont pu entrer dans les établissements publics et ont été obligés, à 14 ans, d'aller travailler à l'usine.

Et quelles sont les conditions de *nos vieux* qui doivent vivre avec 500 anciens francs par jour, et de nos petits retraités ?

Il faudrait aussi parler des augmentations de loyers, de la diminution des crédits pour les H.L.M. alors que, sur Annecy, plus de 800 demandes sont encore insatisfaites. Et que fait le Gouvernement pour les Anciens Combattants ?

Quel avenir nous réserve le pouvoir des monopoles ?

Le Ve Plan prévoit 600.000 chômeurs pour 1970.

Les licenciements de chez Lazareth et de chez Métrix à Annecy, de Goldor à Saint-Julien, de Haase à Thônes, ne sont-ils pas les signes avant-coureurs du chômage ?

Le Gouvernement envisage de ramener de 80 à 60 % les remboursements de la Sécurité Sociale.

Pour nos paysans, l'objectif est la suppression de 1.200.000 exploitations familiales. Le Gouvernement gaulliste envisage de considérer que l'exploitation viable devrait avoir 60 hectares.

Voilà le bilan du Pouvoir gaulliste et l'avenir qu'il nous prépare. Mais n'est-ce pas aussi le bilan du M.R.P. de M. Bosson ? N'a-t-il pas voté, de 1958 à 1965, tous les budgets gaullistes qui ont sacrifié les intérêts des travailleurs ?

Peut-on faire une autre politique ?

Oui, et pour réaliser une véritable politique sociale, le Parti Communiste préconise trois mesures essentielles :

1° Il faut déposséder les monopoles de leur emprise sur le pays ; il est donc nécessaire de les nationaliser tout en faisant assurer leur gestion démocratique par les syndicats ;

2° Il faut remplacer le Ve Plan par un plan démocratique garantissant le plein emploi. Le but essentiel serait de faire bénéficier les travailleurs du progrès technique ;

3° Une réforme fiscale qui, en faisant passer l'abattement de base de 250.000 à 500.000 A.F., permettrait une réduction importante des impôts des petits contribuables, mais qui ferait payer les grandes sociétés.

Ces trois grandes réformes liées à la suppression de la force de frappe atomique, assureraient les moyens de réaliser une politique de progrès social et permettraient pour les travailleurs :

— L'augmentation générale des salaires, traitements, pensions et retraites, le minimum vital à 60.000 anciens francs.
— La réduction de la semaine de travail à 40 heures sans diminution de salaire.

— La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
— La suppression des abattements d'âge pour les jeunes.
— Pour les paysans, la diminution des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, des prix rémunérateurs, la diminution des charges et des bénéfices des intermédiaires, le soutien de la coopération sous toutes ses formes, la défense de l'exploitation familiale en facilitant aux petits paysans l'achat des terres dont ils ont besoin.
— Pour nos jeunes, une réforme démocratique de l'enseignement donnant à tous les jeunes accès égal à l'instruction et à la culture.
— La construction de logements sociaux et des équipements sportifs qu'attend notre jeunesse.

En politique extérieure, notre programme souligne particulièrement la nécessité de mettre fin à l'agression américaine au Vietnam, la signature du traité de Moscou pour l'interdiction des armes atomiques, l'arrêt de la course aux armements, une politique de coopération internationale et de sécurité européenne.

Le Parti Communiste lutte inlassablement pour l'union de toutes les forces de gauche et, en cas de succès de la gauche, notre Parti est prêt à assumer toutes ses responsabilités aux côtés des autres partis démocratiques.

Voter communiste ce sera donc voter pour le renforcement de l'union des forces ouvrières et démocratiques.

Ce sera aussi une garantie que les intérêts des travailleurs ne seront pas oubliés, qu'ils seront bien défendus, car *il ne peut y avoir de gauche véritable en France ni de politique de progrès social sans les communistes.*

Cette vérité est la raison d'être de notre candidature. Nous prétendons être et nous sommes les défenseurs de tous ceux qui travaillent.

Nous portons tous les espoirs des ouvriers de nos entreprises, comme des paysans de nos campagnes, comme de tous les démocrates de notre circonscription.

Un travailleur conscient peut-il voter pour le candidat de l'U.N.R. M. Brocard, ou pour le candidat du Centre Démocrate M. Bosson ? Peut-on oublier qu'ils représentent tous les deux la même politique réactionnaire et de régression sociale ? Les votes identiques des députés U.N.R. et du Centre Démocrate pour les budgets de 1958 à 1965 démontrent l'accord de fond qui existe entre eux : la défense des trusts, des banquiers, du patronat.

Comment un démocrate peut-il voter pour M. Ch. Bosson quand on sait que M. Lecanuet a retiré son candidat devant le factieux Soustelle et que le Centre Démocrate envisage de rejoindre l'U.N.R. pour former la nouvelle majorité de demain ?

En 1962, près de 7.000 électeurs nous avaient placés en tête des forces de gauche dans la circonscription. Les événements ont démontré depuis qu ils avaient eu raison de nous faire confiance.

Le 5 Mars, le choix est clair :

- **Pour la défense des revendications de la population laborieuse,**
- **Pour l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques,**
- **Pour l'avenir de la France,**

VOUS VOTEREZ COMMUNISTE !

Chaque voix portée sur le candidat communiste pèsera sur l'avenir des travailleurs, sur l'avenir démocratique du pays.



Emile VALLA

Contrôleur des Installations électromécaniques des P.T.T. à Annecy, est né en 1919 à Saint-Etienne. Militant des organisations de jeunesse, révoqué sous l'occupation allemande, il milite activement à la tête de la Fédération Communiste de Haute-Savoie et parmi les travailleurs des services publics.



André JACQUEMOUD

Candidat suppléant, est Cultivateur à Cernex où il est né. Ses concitoyens l'ont élu Conseiller municipal. Il participe à la direction de nombreux groupements agricoles et coopératifs. C'est un spécialiste des problèmes agricoles.

Pères de famille l'un et l'autre, militants laïques (délégués cantonaux des Ecoles publiques), ils connaissent les problèmes qui se posent aux parents.

Vu : les Candidats.

IMP. DÉPOLLIER